



Communauté urbaine Grand Paris Seine &
Oise
Direction des moyens généraux

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

ACCORD CADRE DE FOURNITURES ET LIVRAISON
D'EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES DE SECURITE ET EPI DE
CATEGORIE I, II ET III

Règlement de la consultation

Consultation n°

25036

**Date limite de remise des
plis**

**Vendredi 22 août 2025 à 12
heures 00**

**Date limite pour poser les
questions**

Mercredi 13 août 2025

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert
(Article R2124-2 1° - Code de la commande
publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise

Direction des moyens généraux

Représentant : Cécile ZAMMIT-POPESCU Madame le Président

Adresse : CU Grand Paris Seine & Oise

Immeuble Autoneum

Rue des Chevries

78410 Aubergenville Cedex

Téléphone : 01 82 86 00 86

Courriel : <https://formulaires.demarches.gpseo.fr/formulaire-de-contact/nous-contacter/>

Site internet : <https://gpseo.fr>

La personne en charge du dossier est : Service de la commande publique (DAJCP)






■ Description de la prestation :





Le contrat porte sur les prestations suivantes : **ACCORD CADRE DE FOURNITURES ET LIVRAISON D'EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES DE SECURITE ET EPI DE CATEGORIE I, II ET III.**

Le marché a pour objet de confier au titulaire des prestations de fourniture et de livraison d'équipements de protection individuelle (EPI).

Code CPV	Libellé CPV
18143000-3	Équipements de protection
18100000-0	Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	ACCORD CADRE DE FOURNITURES ET LIVRAISON D'EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES DE SECURITE ET EPI DE CATEGORIE I, II ET III
 Acheteur	Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise
 Type de contrat	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conclu dans les conditions suivantes : sans minimum et avec maximum.
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Territoire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise

 Durée	12 mois - 1 reconduction, soit pour une durée totale de deux (02) ans - Marché sans mise en concurrence ultérieure, avec le même titulaire possible.
 Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

Conformément aux articles L. 2113-11 et R. 2113-1 et suivants du code de la commande publique, la consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : la décomposition en lots séparés est de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement plus difficile.

Forme du marché :

Le marché objet de la consultation est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande dans les conditions précisées ci-après :

Type	Objet, délai
Période	Période initiale – Sans montant minimum - montant maximum 150 000,00 € HT, 12 mois.
Période	Reconduction – Sans montant minimum - montant maximum 150 000,00 € HT, 12 mois.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.maximilien.fr>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation (RC) ;
- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- o Annexe interlocuteur unique ;
- o Annexes financières : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe :
 - o Annexe : Fiche technique des EPI.

■ **Modifications de détails**

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail ou des compléments au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir relever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent candidater à la présente consultation.

Pour rappel, **un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.**

En cas de groupement conjoint, la forme souhaitée par la CU GPS&O est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation.

■ **Variantes :**

Il n'y a aucune variante imposée par l'acheteur.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

Le dossier de candidature sera constitué des documents suivants :

Documents	Descriptifs
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<p><i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i></p> <p>NB : Dans le cas où le candidat ne fournirait pas les formulaires DC 1 et DC 2, une déclaration sur l'honneur certifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 et L. 2341-5 du code de la commande publique ; ✓ être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Risques professionnels	<p><i>Attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle mentionnant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>La période de validité ;</i> - <i>La nature des activités garanties ;</i> - <i>Le nom de la compagnie et le numéro de contrat.</i>
Capacités technique et professionnelle	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>

Les documents sont à remettre pour l'opérateur économique, ses cotraitants, sous-traitants et plus généralement pour tous les opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie, sous réserves de l'article R 2142-25 du code de la commande publique notamment s'agissant des certificats de qualifications professionnelles.

Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique : « *Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié* ».

En cas de groupement d'opérateurs économiques, et conformément à l'article R2142-25 du code de la commande publique : « *L'appréciation des capacités (...) est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché* ».

En cas de sous-traitance annoncée avec la candidature, lorsque le candidat s'appuie sur les capacités du sous-traitant (sous-traitance de capacité), le candidat doit fournir :

- La déclaration sur l'honneur du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
- Les justificatifs des capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- Un engagement du sous-traitant (formulaire ATTR12, déclaration sur l'honneur ou document équivalent) prouvant qu'il mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public objet de la consultation.

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Documents	Descriptifs
Acte d'engagement	A compléter et dater par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des opérateur(s) économique(s) ;

Documents	Descriptifs
BPU	A compléter et dater par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des opérateur(s) économique(s) ;
DQE	A compléter et dater par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des opérateur(s) économique(s) ;
Mémoire technique comprenant :	<ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Une partie relative à l'organisation du traitement d'une commande</u> (moyens humains et matériels affectés à la prestation notamment pour l'établissement du devis, du suivi de la commande, des modalités de livraison et de la résolution des éventuelles difficultés). Il est à noter que, dans le cas où le candidat dispose d'une plateforme dématérialisée pour la passation des commandes, il lui est demandé de fournir un accès de test et un mode opératoire pour son utilisation ; ○ <u>Une partie relative aux délais de livraisons standards et urgentes</u> ; ○ <u>Une partie présentant les fiches techniques des EPI proposées</u> ; ○ <u>Une partie comprenant le catalogue dématérialisé</u> ; ○ <u>Une partie comprenant les mesures socio-environnementaux prises dans le traitement de la commande de A à Z</u> (Exemple : les solutions adoptées pour le recyclage des EPI).

Les annexes à l'acte d'engagement devront être remises en format .pdf et .xls.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le soumissionnaire devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seuls les sous-traitants présentés au moyen du formulaire ATTR12 ou ayant remis une attestation sur l'honneur de participation aux prestations sont réputés engagés juridiquement sur le marché. Les simples mentions de sous-traitants étant quant à elles dépourvues de portée, elles ne pourront pas faire l'objet d'une valorisation au stade de la candidature ou de l'offre.

Le cahier des clauses administratives particulières ainsi que le cahier des clauses techniques particulières acceptés sans modification tel que stipulé dans l'acte d'engagement, ne sont pas à joindre à l'offre.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.maximilien.fr>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : CU Grand Paris Seine & Oise, immeuble Autoneum, Rue des Chevries 78410

Aubergenville Cedex

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet, après dépôt, d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Ces documents devront être transmis sous pli scellé portant la mention « copie de sauvegarde » et parvenir avant la date limite de remise des offres à l'adresse indiquée en page de garde.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le candidat retenu devra procéder à la re-matérialisation de son offre (acte d'engagement et annexe(s) financière(s) et à sa signature, dès demande en ce sens.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités

à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>
<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>.

■ **Maquettes ou échantillons :**

A l'appui de leur offre, les candidats remettent des maquettes ou échantillons dans les conditions suivantes :

■ **Echantillons / prototype :**

La présente consultation prévoit la remise des échantillons suivants :

- Gants ;
- Lunettes ;
- Arceau antibruit.

La remise des échantillons est obligatoire. Leur absence entrainera l'irrégularité de l'offre.

Les échantillons physiques devront être déposés en main propre ou envoyés par pli recommandé à l'adresse suivante :

Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise

Unité des fournitures et prestation de services

84 rue des graviers

78200 MAGNANVILLE

Les plis devant porter la mention : « Consultation pour le marché 25036 : Accord cadre de fournitures et livraison d'équipements et accessoires de sécurité et EPI de catégorie I, II et III » et les informations permettant d'identifier le candidat.

Ce paquet devra **impérativement être déposé avant la date et heure limite de réception des offres.** Les modalités de remise des échantillons sont les suivantes :

- Si les échantillons sont remis par pli recommandé avec accusé réception, le candidat est responsable des conditions de transport. Celui-ci ne pourra opposer aucune réclamation ni aucune indemnité si les échantillons sont dégradés ;

- Si les échantillons sont remis en main propre, le dépôt doit s'effectuer dans les conditions suivantes :
 - Il peut intervenir à compter de la date de publication, en parallèle du dépôt des offres, sur la plateforme Maximilien ;
 - Le dépôt doit être effectué aux jours ouvrés (hors fériés) et aux horaires suivants : 8h30 à 12h – 13h30 à 16h30 ;
 - Il est à noter que le candidat devra faire signer un document qui atteste de la bonne réception des échantillons, après vérification du contenu de la livraison.

Il est proposé aux candidats qui le souhaitent de récupérer leurs échantillons à l'issue de la procédure dans un délai de 90 jours après la notification du marché. Les échantillons non demandés dans ce délai seront acquis par le pouvoir adjudicateur, qui se réserve le droit de les détruire, sans que le candidat puisse prétendre à une indemnité.

Conformément à l'article R. 2151-15 du code de la commande publique, les échantillons ne nécessitant pas un investissement significatif de la part des candidats, aucune prime ne leur sera versée en contre partie de leur fourniture.

La remise des échantillons est obligatoire, aussi leur absence entrainera l'irrégularité de l'offre.

■ **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :**

Sans objet.

■ **Régularisation des propositions :**

Conformément aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4 du code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R. 2151-5 du code de la commande publique (plis hors délais) sont régulières, acceptables et appropriées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Sur le caractère incomplet du dossier d'offre, celui-ci sera traité selon la méthode suivante, conformément à la jurisprudence en vigueur :

Nature de l'élément manquant	Elément nécessaire à l'appréciation de l'offre	Elément utile mais non nécessaire à l'appréciation de l'offre	Elément dépourvue de toute utilité pour l'examen des offres
Conséquences	Irrégularité de l'offre	Notation à 0 du sous-critère concerné	Sans incidence sur la régularité de l'offre et sur la notation

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation.

Les offres inappropriées sont rejetées.

Conformément à l'article R 2151-1 du code de la commande publique, dans les procédures avec négociation et de dialogue compétitif, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation ou du dialogue, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation ou le dialogue a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, la CU GPS&O se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires ayant déposé une offre finale irrégulière à régulariser celle-ci dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix HT (50 points)	Évalué sur la base du montant total en € HT du Détail Quantitatif et Estimatif <i>Note du prix = Note maximale *prix de l'offre la moins disante (hors offre anormalement basse) / prix de l'offre du candidat étudié.</i>
2. Valeur technique (40 points) La valeur technique est appréciée au regard du contenu du mémoire technique :	
- Organisation du traitement d'une commande (15 points) ;	
- Diversité des références du catalogue (5 pts) ;	
- Ergonomie et confort des produits proposés, analysé sur la base des échantillons fournis (20 points).	
3. Performances en matière de protection de l'environnement (10 points).	

Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur la pondération.**

La note totale est notée : **Sur 100.**

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire, dans un délai imparti, les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Attestation de salariés étrangers	Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : 1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise.
Extrait KBIS	Extrait K, extrait KBIS, extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Versailles
56 Avenue de Saint-Cloud
Versailles
78011
Téléphone : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Télécopie : 01 39 20 54 87

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE)

2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ... ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)